

## PROJET DES 1 900 LOGEMENTS AADL À TIARET

Le président du CLOA monte  
au créneau

*Dans une déclaration faite, hier, au Soir d'Algérie à propos du programme AADL alloué à la wilaya de Tiaret, le président du Conseil local de l'ordre des architectes (CLOA), Noureddine Arab Saïd en l'occurrence, n'y est pas allé de main morte pour s'insurger contre les procédures ayant entaché l'attribution de l'opération étude et suivi du projet des 1 900 logements dont 100 au chef-lieu et 400 autres à Sougueur au profit d'un même bureau d'étude basé hors wilaya.*

Par ailleurs, une autre opération de plus de 300 logements a connu dernièrement le même sort du fait que beaucoup de soumissionnaires de Tiaret ont été tout bonnement écartés sachant que l'ouverture des plis qui a eu lieu au niveau de la direction régionale d'Oran a finalement souri, comme cela était prévisible, à un bureau d'étude de cette même wilaya, a tenu à lancer Noureddine Arab Saïd.

Lors d'une séance de travail tenue le 25 février dernier au siège de la Direction

de l'urbanisme et de la construction de la wilaya de Tiaret, le président du CLOA n'a pas été sans contester le fait que le projet ait été octroyé de gré à gré et sans tenir compte des dispositions régissant le code des marchés publics.

«C'est un mépris pour les 140 architectes de la wilaya de Tiaret inscrits au TNOA dont certains ont dû mettre la clef sous le paillason pour faute de plan de charge en ces périodes de crise et d'austérité», dira-t-il avec amertume avant de revenir à la charge pour pointer du doigt le non-respect de l'instruction n°05-15 du ministre de l'Habitat Abdelmadjid Tebboune, stipulant l'implication du CNOA et des CLOA dans le choix et l'approbation de la maîtrise d'œuvre. Poussant plus loin le bouchon, le représentant de la corporation devait remettre en cause les retards



Photo : DR

accusés dans le lancement du projet des 1 500 unités étant donné que les études techniques n'étaient pas encore achevées ; une situation qui s'explique selon lui par l'absence continue du BET retenu.

Cela dit, le président du CLOA qui se dit outré par de tels agissements allant à l'encontre de la promotion et de la stabilité de la profession ne compte pas s'arrê-

ter en si bon chemin dans la mesure où toute la corporation a été contactée pour la signature d'une pétition à adresser aux autorités locales et centrales.

Le même plaignant a laissé entendre dans ce sens qu'une action sera introduite dans les tout prochains jours auprès des instances judiciaires.

M. B.

## AÏN-TÉMOUCHENT

Le manque  
de son inquiète  
les éleveurs

Les éleveurs et producteurs de lait de vache de la wilaya de Aïn-Témouchent constatent, ces derniers jours, un manque flagrant en matière de son (déchets de blé).

Le son est un aliment nécessaire pour le bétail, ce qui se répercute négativement sur la production de lait de vache en l'absence de cette matière ô combien importante, raison pour laquelle ces éleveurs demandent de revoir la manière avec laquelle elle est distribuée aux éleveurs de la wilaya et surtout son prix qui fluctue de jour en jour. Certains éleveurs de la plaine de M'leta disent qu'ils se déplacent jusqu'à Oran pour se procurer cette matière et en quantité insuffisante, ce qui leur coûte les yeux de la tête du fait du prix du transport et de la main-d'œuvre qui viennent d'ajouter au prix de l'aliment, ce qui fait que le prix de cette matière revient très cher, voire plus que son prix réel.

Ceci alors que pour le problème dans la ville d'Oran, c'est le calvaire disent-ils car cela prend une journée complète. Il faut noter qu'une vache consomme 4 kilos de son quotidiennement, et avec cette cherté, les éleveurs ne savent plus à quel saint se vouer pour se procurer cet aliment pour leurs vaches.

Le président de la Chambre de l'agriculture explique ce manque par la mauvaise coordination des responsables locaux et certains dépassements. Il ajoutera que le prix du quintal de son est de 1 500 dinars toutes charges comprises et que la wilaya de Aïn-Témouchent comprend plusieurs minoteries qui peuvent subvenir aux besoins des éleveurs de la wilaya, conformément aux accords conclus avec les CCLS pour attribuer aux éleveurs leurs parts, cependant le manque de coordination émane d'autres services, pénalisant du coup les fellahs et contribue au manque de production de lait de vaches.

S. B.

## TIPASA

45 000 infractions à la législation et  
à la réglementation sociale enregistrées

**20 591 employeurs, disposant de plus de 28 000 employés ont été identifiés par la Cnas de la wilaya de Tipasa.**

Ces statistiques ont été révélées récemment lors d'une journée portes ouvertes dédiée aux nouvelles dispositions prévues par la loi de finances complémentaire pour 2015, par l'Agence régionale de Tipasa des assurances sociales, Cnas.

Cette agence a, en effet, lancé récemment à Koléa, une campagne de sensibilisation aux nouvelles mesures exceptionnelles en direction des organismes employeurs.

Ce fut un staff d'expert de cette agence, composé de sous-directeurs spécialisés dans le domaine de la couverture sociale et du recouvrement, en l'occurrence M<sup>me</sup> Berkani, M. Djaber Bessam et M. Kadri Chafik, qui se sont relayés tour à tour pour répondre aux préoccupations des organismes employeurs et des représentants des médias.

M. Kadri s'est attaché pour sa part à donner de précieuses indications à l'assistance, notamment en matière de délais de déclarations des travailleurs salariés, en indiquant que la LFC 2015 octroie un délai jusqu'au 31 mars 2016 pour régulariser la situation des employeurs et des employés, au-delà de cette date butoir il y a perte du bénéfice des avantages consentis,

notamment en matière d'annulation des pénalités et majorations de retard de versement des cotisations principales dues.

M. Kadri, le responsable du contentieux, a révélé à l'assistance qu'il y a un nouveau dispositif, consistant en une adhésion volontaire des personnes exerçant une activité économique, commerciale, artisanale ou agricole, sans disposer du registre de commerce.

M. Kadri, dira à ce propos que «dans l'attente que cette frange de la population commerçante régularise sa situation, la loi, accorde exceptionnellement une période de trois années pour accomplir les démarches de régularisation et permettre de bénéficier de la couverture sociale dans le cadre de l'affiliation volontaire».

Interpellé sur les catégories bénéficiaires de cette mesure, l'orateur dira que «ce sont les personnes des deux sexes, qui exercent des activités commerciales, artisanales, économiques ou agricoles, notamment les revendeurs de légumes, de poissons, les femmes au foyer, qui réalisent des travaux de couture, de coiffure, des gâteaux traditionnels, des travaux de l'artisanat

etc. mais appelées à régulariser leur situation dans un délai de 3 ans, cela permettra à chacun de bénéficier d'une couverture sociale», dira l'orateur en poursuivant qu'il y a lieu de distinguer entre le salarié et l'assuré social.

Comparativement aux statistiques de l'emploi de la wilaya de Tipasa, nous avons appris que sur une population totale de 650 000 habitants, il y a 217 000 personnes actives que compte la wilaya, dont 196 000 personnes sont occupées.

Cependant, l'important selon la Cnas, serait d'identifier ceux qui sont en défaut de paiement sur les 20 500 employeurs ; une opération qui a nécessité près de 3 000 missions de contrôle, dont 463 missions dans le cadre de brigades mixtes Cnas-Inspection du travail.

Les cadres de la Cnas nous ont révélé par ailleurs qu'il a été relevé plus de 45 000 infractions, dont 468 défauts de déclarations de l'activité et 1 439 défauts de déclarations de salariés.

En marge des missions de contrôle opérées, 225 échéanciers de paiement ont été accordés avec bénéfice de 3 866 annulations des pénalités de retard. L'ensemble de ces actions a permis de régulariser la situation de plus de 500 employeurs au profit de près de 1 000 salariés.

S'agissant du dispositif, consistant en une adhésion volontaire, des personnes exerçant une activité économique, commerciale, artisanale ou agricole, sans disposer de registre de commerce, les orateurs ont révélé qu'il y a près de 700 affiliés volontaires qui pourront de fait bénéficier d'une couverture sociale et d'une carte Chifa.

Abordant la question relative à la couverture sociale des gens de la mer, M. Kadri, a été affirmatif, la quasi-totalité des gens de mer est assurée et c'est le rôle de l'employeur.

S'agissant du dispositif des contrats de travail aidé (CTA), M. Djaber Bessam de la Cnas, a été clair, l'Etat participe à la prise en charge du CTA, en partie et l'autre partie est du ressort de l'employeur. A ce titre, il a été révélé que 3 962 employeurs ont bénéficié de ce dispositif, au profit de 15 284 employés.

Quant au dispositif DAIP, M. Chaâbane, le représentant de la Direction de l'emploi, nous précise que la prise en charge de ce dispositif est du ressort de l'Etat.

M. Djaber Bessam de la Cnas, révélera par ailleurs qu'il y a 47 médecins généralistes conventionnés au profit des patients retraités et qu'il y a en outre 44 officines de pharmacies conventionnées au niveau de la wilaya de Tipasa.

Houari Larbi